



Communauté de Communes du
Caudrésis - Catésis

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 07 JUILLET 2016



Délibération N°2016/067

Date de convocation : 30 juin 2016

Nombre de conseillers en exercice : 77

L'an deux mille quinze, le 07 juillet 2016 à dix huit heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis se sont réunis à la Salle des Fêtes de MAZINGHIEN, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Guy BRICOUT, Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis.

Avesnes-Les-Aubert

Bazuel

Beaumont-en-Cis

Beauvois-en-Cis

Bertry

Béthencourt

Bévillets

Boussières-en-Cis

Briastre

Busigny

Carnières

Catillon-sur-Sambre

Cattenières

Caudry

Caulery

Clary

Dehéries

Élincourt

Estourmel

Fontaine-au-Pire

Haucourt-en-Cis

Honnechy

Inchy-en-Cis

La Groise

Le Cateau-Cambrésis

Le Pommereuil

Ligny-en-Cis

Malincourt

Maretz

Maurois

Mazinghien

Montay

Montigny-en-Cis

Neuvilly

Ors

Quiévy

Rejet-de-Beaulieu

Reumont

Saint-Aubert

Saint-Benin

Saint-Hilaire-Lez-Cambrai

Saint-Souplet-Escaufourt

Saint-Vaast-en-Cis

Troisvilles

Villers-Outréaux

Walincourt-Selvigny

Etaient présents (47 titulaires 4 suppléants) :

Alexandre BASQUIN

Hubert DEJARDIN

Nathalie GAVE

Brigitte ROLAND-BEC

Dominique LAMOURET

Frédéric BRICOUT

Régine DHOLLANDE

Bernard POULAIN

Sandrine TRIoux

Gérard TAISNE

Gilberte SZOPA (S)

Bruno MANNEL

Pascal FOULON

Michel GOUVART (S)

Daniel BLAIRON

Henri QUONIOU

Jean-Paul CAILLIEZ

Vincent WAXIN

Yannick HERBET

Gérard LENOBLE

Thierry WALEMME (S)

Agnès BERANGER

Guy BRICOUT

Mélanie DISDIER

Liliane RICHOMME

Serge WARWICK

Gilles PELLETIER

Jean-Louis CAUDRELIER

Joseph MODARELLI

Pascal COQUELLE

Didier BLEUSE

Augustine NOIRMAIN

Stéphane JUMEAUX

Axelle DOERLER

Jean-Félix MACAREZ

Jacques OLIVIER

Christian PECQUEUX

Francis LEBLON

Didier BONIFACE

Denis COLLIN

Pierre LEVEQUE

Martine THUILLER

Alain GOETGHELUCK

Jean-Marc GOSSART (S)

Karine ELOIR

Serge SIMEON

Michel HENNEQUART

Jacky DUMINY

Véronique NICAISE

Jean-Marc DOSIERE

Daniel FIEVET

Membre(s) Excusé(s) (x) :

Membre(s) Absent(s) (12) :

Laurence MONTEIRO-LOPEZ, Virginie LE BERRIGAUD, Christian PAYEN, Pierre LAUDE, Bernard PLET, Charles BLANGIS, Laurent COULON, Joëlle MANESSE, Marc DUFRENNE, Jean-Pierre RICHEZ, Daniel CATTIAUX, Maurice DEFAUX

Membre(s) ayant donné procuration (14) :

Denise LESAGE à Vincent WAXIN, Pierre-Henri DUDANT à Guy BRICOUT, Jean-Pierre THIEULEUX à Christian PAYEN, Anne-Sophie MERY-DUEZ à Frédéric BRICOUT, Brigitte PRUVOT à Sandrine TRIoux, Alain RIQUET à Liliane RICHOMME, Jean-Claude GERARD à Jean-Marc GOSSART, Annie DORLOT à Serge SIMEON, Isabelle PIERARD à Joseph MODARELLI, Janine TOURAINE à Pascal FOULON, Marc PLATEAU à Véronique NICAISE, Pascal LEVEQUE à Nathalie GAVE, Laurence RIBES à Bruno MANNEL, Chantal WAEMYEMERGE à Daniel FIEVET.

Axelle DOERLER est élue secrétaire de séance.

N°2016/067 : Transfert de la compétence « collecte » Convention financière de remboursement avec le SIAVED

Monsieur le Vice-Président informe l'assemblée que l'arrêté préfectoral autorisant le transfert de la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » de la CCCC par le SIAVED devrait entériner la date de reprise effective de cette compétence à compter du 1er juillet 2016.

Toutefois, le transfert des biens et des contrats ne pouvant être réalisé à cette date, il a été convenu que la CCCC continuera d'exercer et de gérer cette compétence jusqu'au 31 décembre 2016.

Une convention financière fixant les modalités financières de remboursement et de récupération par le SIAVED des dépenses et recettes engendrées pour la poursuite par la CCCC de la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés ».

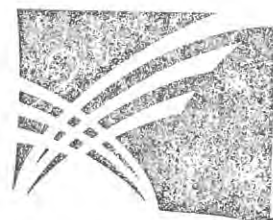
Monsieur le Vice-Président sollicite donc l'avis de l'assemblée sur la convention ci-jointe ainsi qu'à autoriser Monsieur le Président à la signer.

ADOpte A L'UNANIMITE

Certifié exécutoire par le Président
Compte tenu de l'envoi en Sous-Préfecture
Le 08 juillet 2016 et de la publication

Pour expédition conforme
Caudry, le 08 juillet 2016
Le 08 juillet 2016

Vu,



Communauté de Communes du
Caudrésis - Catésis
IMPORTANT

Le Président,
Maire de CAUDRY
Vice-Président du Conseil Départemental

Guy BRICOUT
Guy BRICOUT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421 - 1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Lille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de notification et/ou de sa publication.



SYNDICAT INTER ARRONDISSEMENT POUR LA VALORISATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS

ANNEXE 8

ENTRE

Le Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets (S.I.A.V.E.D.), représenté par Monsieur Charles LEMOINE, son Président en exercice,

ET

La Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis (C.C.C.C.) représentée par Monsieur Guy BRICOUT, son Président en exercice,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

PREAMBULE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 Juin 2016 autorisant le transfert de la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis vers le SIAVED à compter du 1^{er} Juillet 2016.

Considérant que le transfert des biens et des contrats relatifs à cette compétence ne pouvant être effectif à cette date, la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis continuera d'exercer et de gérer la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » jusqu'au 31 Décembre 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de remboursement et la récupération par le SIAVED des dépenses et recettes engendrées pour la poursuite par la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis de l'exercice de la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés ».

ARTICLE 2 : MODALITES FINANCIERES

2.1. - DEPENSES

Le SIAVED remboursera à la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis l'intégralité des frais engendrés par la gestion de la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » sur la base d'états récapitulatifs (notamment les frais de personnel ; les emprunts ; les factures de gestion courante ; les contrats publics ; etc...) établis par la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis accompagnés des justificatifs correspondants.



2.2. – RECETTES

La Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis remboursera au SIAVED les recettes liées à l'exercice de cette compétence (notamment les subventions éco-emballage ; les produits de la vente de produits divers (composteurs ; etc...) la revente des matériaux ; etc...)

2.3. : MODALITES DE FINANCEMENT PAR LE SIAVED

Le besoin de financement du différentiel constaté entre les dépenses et les recettes au titre de la présente convention sera couvert par une contribution de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis dans les conditions fixées par les nouveaux statuts du SIAVED.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention produira ses effets à compter du 1er Juillet 2016 en termes d'engagement et sera clôturée à l'achèvement des opérations comptables de l'année 2016.

ARTICLE 4 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Lille. Les parties s'engagent toutefois à chercher une solution amiable préalablement à toute action contentieuse.

CAUDRY, le

DOUCHY LES MINES, le

Le Président de la C.C.C.C.

Le Président du S.I.A.V.E.D.

Guy BRICOUT

Charles LEMOINE



PREFET DU NORD

Secrétaire général de la
Préfecture du Nord

Direction
des relations avec les
collectivités territoriales

Bureau de
l'intercommunalité et des
finances locales

Arrêté préfectoral portant modification statutaire du Syndicat Inter-arondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets (SIAVED)

Le Préfet de la région Nord – Pas-de-Calais - Picardie

Préfet du Nord

Officier de la légion d'honneur

Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-5 et suivants, L. 5212-16 et L.5711-1 et suivants ;

Vu la loi d'orientation n° 88-13 du 05 janvier 1989 portant amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, modifiée, de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 du Président de la République portant nomination de Monsieur Michel LALANDE, préfet de la Région Nord - Pas-de-Calais - Picardie, préfet du Nord à compter du 4 mai 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à Monsieur Gilles BARSACQ, secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 avril 1973 autorisant la création du Syndicat intercommunal ayant pour but la réalisation d'un projet d'élimination des ordures ménagères dans la région de Denain ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2003 portant modification statutaire du syndicat intercommunal pour le traitement des déchets hospitaliers, industriels et ménagers (SIRPHIM) dont la nouvelle appellation est « Syndicat Inter-Arondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets (SIAVED) » ;

Vu les arrêtés préfectoraux successifs portant modification du périmètre et des statuts du SIAVED ;

Vu la délibération du Comité syndical du SIAVED du 28 mars 2015 approuvant le principe de la transformation du SIAVED au 1^{er} juillet 2016 au plus tôt, ou au 1^{er} janvier 2017 au plus tard, en ménagers et assimilés ;

Vu la délibération du Comité syndical du SIAVED du 3 mars 2016 approuvant les nouveaux statuts et acceptant le transfert à son profit au 1^{er} juillet 2016, de la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH) et de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis (4C) ;

Vu les délibérations du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut des 22 juin 2015 et 18 avril 2016, approuvant les nouveaux statuts du SIAVED et acceptant le transfert de la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis du 4 avril 2016, approuvant les nouveaux statuts du SIAVED et acceptant le transfert de la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent du 31 mars 2016, approuvant les nouveaux statuts du SIAVED mais confirmant sa volonté de conserver la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » ;

Considérant la compétence actuelle du SIAVED pour le traitement des déchets ménagers pour le compte de ses adhérents, à savoir la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut, la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis et la Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture du Nord :

ARRETE :

Article 1^{er} : Le Syndicat Inter-Arondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets (SIAVED) est transformé en syndicat mixte fermé à la carte au 1^{er} juillet 2016.

Article 2 : La compétence optionnelle « collecte des déchets ménagers et assimilés » de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut et de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis est transférée au SIAVED au 1^{er} juillet 2016, conformément aux statuts annexés présent arrêté.

Article 3 : Le transfert de compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des biens, obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des droits et de l'article L. 1321-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le transfert des compétences entraîne également le transfert des contrats attachés aux compétences transférées.

Article 4 : Conformément à l'article R. 421-1 du Code de Justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Le Secrétaire général de la Préfecture du Nord, les Sous-préfets de Cambrai, Douai et Valenciennes et le Président du SIAVED sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord, et dont copie sera adressée :

- au Président du SIAVED
- au Président de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut
- au Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis
- au Directeur régional des Finances Publiques de la région Nord - Pas-de-Calais - Picardie et du département du Nord ;
- au Président de la Chambre Régionale des Comptes Nord - Pas-de-Calais -
- au Directeur départemental des territoires et de la mer du département du Nord ;
- au Directeur départemental des territoires et de la mer du département du Nord ;
- à l'Administration des Finances Publiques chargé de la recette des finances de Valenciennes.

Fait à Lille, le 14 JUIN 2016

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,


Gilles BARSACQ

SYNDICAT INTER-ARRONDISSEMENT DE VALORISATION ET D'ELIMINATION DES DECHETS (SIAVED)

SYNDICAT INTERARRONDISSEMENT POUR LA VALORISATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS (SIAVED)

STATUTS

Article 1er. - Constitution et dénomination du Syndicat Mixte

Conformément aux dispositions des articles L.5711-1 et suivants et L.5212-16 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est constitué entre les groupements de collectivités territoriales visés ci-dessous, un syndicat mixte fermé à la carte dénommé :

SYNDICAT INTERARRONDISSEMENT POUR LA VALORISATION ET L'ELIMINATION DES DECHETS (SIAVED)

Les groupements de collectivités territoriales membres du Syndicat Mixte sont :

- la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH) ;
- la Communauté de Communes du Cœur d'Ostrevent (CCCO) ;
- la Communauté de Communes du Caudrésis Catésis (4C).

Les groupements de collectivités territoriales adhérents au Syndicat Mixte sont désignés ci après par le terme « *collectivités* ».

Article 2. - Objet du Syndicat

Le Syndicat exerce, en lieu et place des collectivités adhérentes, une ou plusieurs des compétences visées ci-dessous.

2.1. Compétence obligatoire

Le Syndicat exerce, pour la totalité de ses membres, la compétence « *traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés* », comprenant notamment :

- les opérations de transport, transfert, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des déchets et matériaux réutilisables ou de l'énergie ;
- l'exploitation, les travaux d'investissement, l'entretien courant et le gros entretien d'un centre de valorisation énergétique (CVE),
- la création et la gestion intégrale des déchèteries sur son territoire ;
- le programme de prévention des déchets, comprenant notamment le réemploi et la création et la gestion éventuelle de ressourceries.

Vu pour être annexé à mon arrêté du : **14 JUN 2016**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général



Gilles BARSACQ

2.2. Compétence optionnelle

Le Syndicat exerce en outre, à titre optionnel, la compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés » réalisée de la manière suivante :

- collecte en porte à porte ;
- points d'apport volontaire (y compris colonnes enterrées).

Les collectivités adhérentes transférant au Syndicat cette compétence optionnelle sont :

- la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH) ;
- la Communauté de Communes du Caudrésis Catésis (4C).

Les autres collectivités n'ayant pas transféré cette compétence optionnelle au SIAVED devront mettre en place des modalités de collecte compatibles avec les modalités décidées par le Syndicat pour l'exercice de la compétence « traitement des déchets ménagers ».

2.3. Activités complémentaires et connexes

Conformément :

- aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, issues notamment du Code des marchés publics,
- à la jurisprudence,
- et au principe général de liberté du commerce et de l'industrie,

le Syndicat Mixte peut assurer, au profit de toute personne morale de droit public ou de droit privé,

des prestations de service se rattachant aux compétences visées ci-dessus, et constituant des domaines d'activités complémentaires et connexes auxdites compétences.

Le Syndicat peut exercer la mission de coordinateur de groupement de commandes ou constituer des centrales d'achats et passer des marchés ou accords cadres, dans le respect des règles du Code des marchés publics.

A titre d'activités accessoires complémentaires à sa compétence obligatoire, le Syndicat Mixte peut ainsi :

- sous réserve d'assurer en priorité le traitement des déchets ménagers et assimilés de ses adhérents, utiliser les capacités résiduelles du Centre de Valorisation Énergétique pour assurer à titre onéreux et au profit de tiers, personnes publiques ou privées, des prestations de traitement de déchets d'activités de soins à risque infectieux, ou de traitement de déchets industriels banals ;
- créer et exploiter des réseaux de chaleur ou de froid issus de l'énergie produite par le Centre de Valorisation Énergétique.

Article 3. - Siège du Syndicat

Le siège du Syndicat Mixte est fixé à l'Hôtel de Ville de DENAIN (59220).

Article 4. - Durée

Le Syndicat Mixte est institué pour une durée illimitée.

Article 5. - Comité syndical

5.1 Modalités de répartition des sièges et des voix au Comité syndical

Le Syndicat est administré par un Comité composé de délégués élus par l'assemblée délibérante de chaque collectivité adhérente.

La représentation des collectivités au sein du Comité est fixée comme suit :

Un délégué titulaire et un délégué suppléant par tranche de 7 000 habitants (l'attribution se fait pour toute tranche de population commencée).

Les délégués désignés par chaque collectivité sont les mêmes pour chacune des compétences transférées au Syndicat.

5.2. Fonctionnement du Comité syndical

Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à toutes les collectivités adhérentes, et notamment pour l'élection du Président et des membres du Bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif, et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat.

Pour les affaires ne concernant que l'exercice de la compétence optionnelle, ne prennent part au vote que les délégués des collectivités ayant transféré cette compétence au Syndicat.

Article 6. - Bureau syndical

6.1. Composition du Bureau syndical

Le Comité élit parmi ses délégués un Bureau composé d'un Président, de Vice-présidents, dont le nombre est fixé par le Comité syndical conformément aux articles L.5211-10 et L.5211-12 du Code général des collectivités territoriales.

En cas de vacance de la présidence, pour quelque cause que ce soit, le premier Vice-président dans l'ordre du tableau assume l'intégralité des fonctions du Président, et fait procéder sans délai à une nouvelle élection de l'ensemble du Bureau. En cas de décès, démission ou empêchement définitif, pour quel que motif que ce soit, d'un Vice-président, le Comité pourvoit à son remplacement.

L'élection du Président et des membres du Bureau s'effectue à bulletins secrets et à la majorité absolue des suffrages exprimés.

En cas d'adhésion au Syndicat d'une nouvelle collectivité, le Bureau syndical sera complété par l'élection d'un ou plusieurs nouveaux membres, si la représentation de cette dernière est jugée nécessaire par le Comité syndical.

6.2. Fonctionnement du Bureau syndical

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le Comité syndical peut déléguer au Président et/ou au Bureau une partie de ses attributions.

Les décisions prises alors par le Président et les délibérations du Bureau, par délégation du Comité syndical, sont soumises aux mêmes dispositions que les délibérations du Comité syndical.

Le Président rend compte, lors du Comité syndical suivant, des attributions exercées par lui-même ou par le Bureau, dans le cadre de la délégation.

6.3. Attributions du Président

Le Président prépare et exécute les délibérations du Comité syndical.

Il est l'ordonnateur des dépenses, il prescrit l'exécution des recettes du Syndicat Mixte, et représente le Syndicat en justice.

Article 7. – Commissions de travail

Si nécessaire, le Comité syndical forme en son sein, pour l'exercice d'une ou plusieurs compétences, des commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions.

Article 8. - Dispositions financières

8.1. Ressources du Syndicat

Le Syndicat Mixte dispose des ressources prévues par les lois et règlements en vigueur, dont :

- la contribution des collectivités adhérentes ;
- les subventions de toutes origines, notamment de l'État, de la Région, du Département et de l'union européenne ;

- le produit des emprunts ;

- les sommes perçues en contrepartie des services rendus ;

- les revenus des biens meubles ou immeubles du Syndicat ;

- le produit des dons et legs ;

- le produit de la vente de l'énergie (électrique ou thermique) produite par le Centre de Valorisation Energétique (CVE) ;

- le produit de la vente des produits issus de la valorisation matière ;

- le soutien financier des éco-organismes ou autres organismes liés à la valorisation des déchets ;

- le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en cas de transfert de cette fiscalité au SIAVED ;

- le produit de la redevance spéciale en cas d'institution de cette dernière par le SIAVED ;

- Le produit de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) en cas d'institution de cette dernière.

8.2. Dépenses du Syndicat

Les dépenses du Syndicat comprennent notamment :

- les dépenses d'administration générale du Syndicat ;
- les frais de fonctionnement de chaque service ;
- les dépenses relatives aux travaux, études et recherches engagés pour l'exercice de chacune des compétences du Syndicat ;
- l'amortissement des emprunts contractés.

Les dépenses d'administration générale du Syndicat Mixte seront réparties entre les deux compétences proportionnellement aux dépenses générées par chacune d'elles, et selon les modalités fixées par délibération du Comité syndical.

8.3. Contributions des membres

Chaque collectivité contribue obligatoirement aux dépenses correspondant à la ou aux compétences qu'elle a transférée(s) au Syndicat Mixte, ainsi qu'aux dépenses d'administration générale.

La contribution de chaque collectivité est fixée comme suit :

8.3.1. pour la compétence optionnelle « collecte des déchets ménagers et assimilés », chaque collectivité adhérente l'ayant transférée versera une contribution déterminée sur la base des coûts prévisionnels de la collecte assurée sur son territoire, résultant des contrats en vigueur de prestation de service de collecte, et des niveaux de service qu'ils ont prescrits sur ledit territoire.

8.3.2. pour la compétence obligatoire « traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés » chaque collectivité adhérente versera une contribution déterminée de la manière suivante :

a) Pour la partie de cette compétence correspondant aux dépenses relatives au centre de valorisation énergétique, à la mise en centre d'enfouissement technique et aux contributions versées à d'autres entités au titre du traitement des ordures ménagères résiduelles (OMR), nettes des recettes afférentes à ces activités :

- 50% de la dépense répartie entre les collectivités membres en fonction de leur population respective ;

- 50% de la dépense répartie entre les collectivités membres sur la base des tonnages d'OMR collectés sur leur territoire respectif.

b) pour les autres composantes de cette compétence : dépense répartie en fonction de la population de chaque collectivité membre.

Les modalités de calcul et de versement des contributions seront précisées par délibération du Comité Syndical.

La partie des contributions des collectivités adhérentes, calculées en fonction du nombre d'habitants, le seront sur la base des états INSEE de la population municipale du dernier recensement.

Article 9. - Receveur du Syndicat

Les fonctions de receveur du Syndicat sont exercées par le trésorier de DENAIN.

Article 10. - Adhésion du Syndicat Mixte à un établissement public de coopération

L'adhésion du Syndicat Mixte à un établissement public de coopération peut être décidée par le Comité syndical, statuant à la majorité simple.

Article 11. - Retrait du Syndicat ou reprise d'une compétence

Les conditions du retrait ou de la reprise de compétence seront celles fixées par les dispositions en vigueur du Code général des collectivités territoriales.

